

Questions orales

M. Tobin: Il est enfin arrivé à comprendre.

M. Crosbie: Comme par le passé, nous allons envisager de mettre en oeuvre certains programmes d'embauche pour les régions comme celles-là qui ont besoin d'aide, mais les pêches côtières ne sont sûrement pas dans un état de crise à Terre-Neuve. L'année a été excellente pour une grande partie de cette province. Ainsi, les pêcheurs ont pris pour 28 millions de dollars de capelan, en comparaison de 7 millions de dollars l'année dernière. Jusqu'à maintenant, ils ont également pris aussi plus de crabes que l'année dernière.

Par conséquent, les propos du député ne sont absolument pas fondés, si ce n'est en ce qui concerne certaines régions.

M. le Président: Le député de Spadina.

M. Tobin: Une question supplémentaire, monsieur le Président?

M. le Président: Je prie le député de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe de bien vouloir m'excuser.

ON DEMANDE LA MISE SUR PIED D'UN GROUPE DE TRAVAIL

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, vu toutes ces données ennuyeuses qui ne tiennent pas compte de l'aspect humain, pas étonnant que le Président se soit presque assoupi, comme la plupart des députés qui ont écouté cette réponse froide, impitoyable, cruelle et irréfléchie du ministre suppléant des Pêches.

Peut-être les prises sont-elles à la hausse, mais le prix du poisson a diminué de moitié depuis un an. Peut-être les sociétés font-elles plus de profits, mais les pêcheurs qui prennent le poisson à la sueur de leur front sont affamés cette année. Le ministre commence à peine à s'en apercevoir. Je peux dire au ministre que les pêcheurs n'ont que faire d'un programme de 8, 9 ou 10 semaines . . .

● (1500)

M. le Président: Le député devrait poser sa question.

M. Tobin: Quand survient une catastrophe naturelle, monsieur le Président, les pêcheurs terre-neuviens s'attendent au même traitement que celui auquel les agriculteurs canadiens ont eu droit. Leur situation est désespérée.

Le premier ministre est-il disposé à nommer immédiatement un groupe de travail—c'est aujourd'hui la crise, M. le premier ministre, c'est aujourd'hui qu'ils ont faim—chargé d'examiner la situation des pêcheurs côtiers de Terre-Neuve et à offrir une aide financière à ceux qui ont reçu un chèque de paye de 9,45 \$ pour une semaine ou qui ont gagné moins que 500 \$ ou 1 000 \$ dans l'année?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Nous le savons tous, monsieur le Président: le député pose pour la galerie, il imite l'achigan à grande bouche, ou il se fait passer pour un poisson quelconque.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Le fait est que, même si les prix ont chuté d'environ 40 p. 100, la valeur des prises le long de la côte terre-neuvienne a augmenté considérablement. Je vous ai cité les chiffres, monsieur le Président, je vous ai cité les prises de capelan, de crabe et de morue.

M. Tobin: Leur paye nette a diminué.

M. Crosbie: Lorsque la situation est tragique comme c'est le cas dans certains endroits, nous allons comme d'habitude examiner soigneusement les choses et s'ils ont besoin d'aide . . .

M. Tobin: Ils en ont besoin.

M. Crosbie: . . . comme d'habitude notre gouvernement va aider les pêcheurs dans le besoin, mais ce genre de spectacle ridicule à la Chambre ne sert pas leur cause.

* * *

LE LOGEMENT

LA SITUATION DANS LE GRAND TORONTO—ON DEMANDE D'IMPOSER UNE TAXE SUR LA SPÉCULATION FONCIÈRE

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Finances).

Comme le ministre le sait, les habitants de Toronto connaissent une très grave crise du logement. Il leur est impossible d'acheter un logement ou même souvent d'en louer un. Des publications comme la revue *Time* ou *The Financial Times* ont montré que cette crise du logement à Toronto est due en partie aux spéculateurs qui font monter les prix.

Le ministre serait-il disposé à prendre des mesures pour freiner cette spéculation de l'immobilier à Toronto? Envisagerait-il d'imposer une taxe spéciale sur la spéculation foncière, qui fait augmenter les prix des logements à Toronto?

L'hon. Bill McKnight (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, s'est acquitté de sa responsabilité. Il a dépensé quelque 1,5 milliard de dollars par an pour subventionner les logements au Canada. Toronto reçoit une part équitable de cette somme. Il y a actuellement davantage de personnes en quête de logement qui reçoivent de l'aide tant attendue à cause des politiques d'aide au logement établies par le gouvernement du Canada en collaboration avec les provinces.